

Elisabeth Guigou

Ancienne députée et présidente de la Commission des Affaires étrangères, Assemblée nationale



Élisabeth Guigou s'est engagée en politique dès les années 1960 à la Convention des institutions républicaines, puis au PSU de Michel Rocard dans les années 1970 et enfin au PS à partir de 1973. Issue de la promotion « Simone Veil » de l'ENA, elle entre au cabinet de Jacques Delors en 1982, avant de rejoindre celui de François Mitterrand à l'Élysée où elle est chargée des questions économiques et financières internationales. En 1986, outre ses fonctions à la Présidence de la République, elle est nommée secrétaire générale du comité interministériel pour les questions économiques européennes. En 1988, elle est chargée par le Président de la République de la coordination de la politique de la France à l'égard des pays de l'Est.

Elle devient membre du conseil politique de la « Fondation Agir contre l'exclusion » de Martine Aubry.

A partir du 2 octobre 1990 et jusqu'en mars 1993, elle est nommée ministre déléguée aux Affaires européennes, où elle remplace Édith Cresson. Elle eut de grandes responsabilités dans la rédaction, la négociation et la mise en place du traité de Maastricht. Lors de la campagne pour le référendum de ratification du Traité à l'été 1992, elle parcourt la France et le grand public découvre cette nouvelle femme politique. Poussée par François Mitterrand, elle s'engage dans la campagne des régionales de 1992 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, où elle conduit la liste du Vaucluse, la liste des Bouches du Rhône étant conduite par Bernard Tapie.

En 1994, elle fait la campagne des européennes, lors de laquelle elle est élue au Parlement européen. Elle devient Présidente de la délégation socialiste française au Parlement européen et entre au Conseil national et au Bureau national du PS.

Elle représente le Parlement européen à la Conférence intergouvernementale qui négocie le traité d'Amsterdam.

En janvier 1996, elle entre au Secrétariat national du PS, où elle est chargée des questions sociales par Lionel Jospin, 1er Secrétaire.

En 1997, elle est élue députée du Vaucluse. En juin 1997, elle est nommée Garde des Sceaux, première femme à occuper ce poste régalien, puis en octobre 2000, ministre de l'Emploi et de la Solidarité dans le Gouvernement Lionel Jospin. Au Ministère de la Justice, elle affirme : « Le ministère de la Justice n'est plus celui des affaires, mais celui du droit ». Elle refuse d'intervenir dans les dossiers judiciaires individuels tout en conduisant une politique pénale autour de quelques grandes priorités : associer prévention-sanction-réinsertion contre la délinquance, respecter la présomption d'innocence, diminuer la surpopulation pénitentiaire et rénover les prisons, organiser le suivi social et judiciaire des délinquants sexuels. Elle se bat contre la double peine et pour une meilleure indépendance de la Justice. Elle organise la fin du monopole des commissaires-priseurs sur les ventes publiques et la réforme de la carte judiciaire des tribunaux de commerce. À ce poste, elle défend aussi la parité en politique et fait réformer la Constitution en ce sens.

Elle fait adopter le PACS et un divorce plus rapide. Elle fait aussi prévaloir les droits des jeunes issus de l'immigration mais nés en France, de devenir français automatiquement et se bat pour le droit de vote des étrangers non européens aux élections locales.

Elle fait adopter une loi contre la corruption, et avec Dominique Strauss-Kahn la première liste des paradis fiscaux.

Elle est élue « femme de l'année » par le Trombinoscope en 1999. Politiquement, elle s'entoure de jeunes députés socialistes comme Arnaud Montebourg, Vincent Peillon, Bruno Le Roux et Christophe Caresche.

Candidate aux élections municipales de mars 2001 à Avignon, elle est devancée au second tour par Marie-Josée Roig, RPR, maire sortante. Elle décide alors de se présenter en Seine-Saint-Denis en 2002, où elle est élue députée de Seine-Saint-Denis. Elle est réélue en 2007 puis en 2012.

Elle est Présidente fondatrice et co-présidente avec Jean-Noël Jeanneney de l'association Europartenaires, son propre cercle patronal, et son lobby féministe Femmes d'Europe. En outre, elle siège au conseil d'administration de la fondation de Jacques Delors Notre Europe, à celui de l'IFRI et de la Fondation pour le droit continental. Elle a défendu le « oui » au référendum du 29 mai 2005 avec bonheur. Élisabeth Guigou est aussi membre du conseil d'administration du think tank Les Amis de l'Europe. En 1990, elle devient membre du club Le Siècle.

En juin 2012, elle est la première femme à présider la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Depuis 2015, elle préside la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures.

Publications

« Pour les Européens », Flammarion, 1994.

« Être femme en politique », Plon, 1999.

« Une femme au cœur de l'Etat », 200.

« Exclusion sociale et Pauvreté en Europe », La Documentation Française, 2001.

« Le sacre du temps libre », L'Aube, 2002.

« Exclusion et liens financiers : Rapport du Centre Walras 2002 », Economica, 2002.

« Je vous parle d'Europe », Le Seuil, 2004.

« Pour une sécurité des parcours professionnels » (avec Vincent Champain), Fondation Jean-Jaurès, 2005

« Rallumer les Etoiles », Calmann-Lévy, 2006.

« Pour une Europe juste », Le Cherche Midi, 2011.

« L'Europe. Les défis à venir de la première puissance économique mondiale », 2014, Le Cherche Midi